

CHAPITRE 3

Pandémie de COVID-19 : stratégie d'audit

ÉQUIPE

Alain Fortin

Directeur général d'audit
par intérim

Étienne Côté

Directeur d'audit

Vincent Duguay

Catherine Labbé

Julie Lampron

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte	63
Sommaire des sujets d'audit retenus	66
Portrait des mesures gouvernementales liées à la pandémie	68

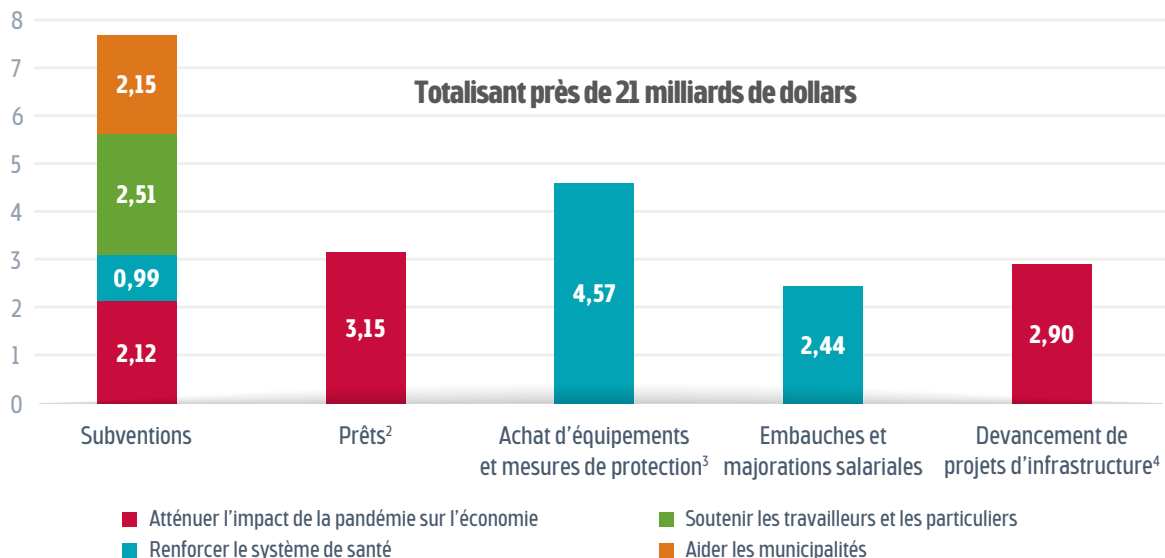
MISE EN CONTEXTE

1 Le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et a instauré d'importantes mesures pour tenter de freiner la propagation du virus. Selon le ministère des Finances, ces mesures ont forcé l'interruption de près de 40 % de l'économie du Québec pendant huit semaines, occasionnant ainsi une importante crise économique. Le gouvernement a donc annoncé de nombreuses mesures pour aider les entreprises et la population à faire face à cette crise.

2 Cet important ralentissement économique ainsi que l'importance des sommes investies par le gouvernement dans les mesures sanitaires et les mesures d'aide mettent une forte pression sur les finances publiques. En effet, dans sa mise à jour économique de novembre 2020, le ministère des Finances prévoyait des déficits, au sens de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, de 15 milliards de dollars pour 2020-2021 et de 8,3 milliards de dollars pour 2021-2022. Ces déficits comprennent des provisions de 4 milliards et de 3 milliards de dollars respectivement pour pallier les risques économiques potentiels et le financement de mesures de soutien et de relance additionnelles.

3 Selon l'information non auditée que nous avons recueillie, en 4 ans, soit de 2019-2020 à 2022-2023, près de 21 milliards de dollars auront été investis dans les mesures mises en place par le gouvernement du Québec. Ce montant inclut les mesures que nous avons recensées au 31 octobre 2020 et de nouvelles mesures annoncées par le ministère des Finances dans sa mise à jour économique de novembre 2020 (plus de 1,7 milliard de dollars). Il est à noter que le gouvernement fédéral a accordé plus de 4 milliards de dollars au gouvernement du Québec afin de l'aider à financer ses interventions en lien avec la pandémie. Comme le montre la figure 1, ces mesures peuvent prendre différentes formes (ex. : prêts, subventions, achat d'équipements). Nous les avons réparties en quatre grandes catégories (atténuer l'impact de la pandémie sur l'économie, renforcer le système de santé, soutenir les travailleurs et les particuliers, aider les municipalités), qui seront présentées plus en détail dans la section Portrait des mesures gouvernementales liées à la pandémie.

FIGURE 1 Répartition des mesures et sommes prévues (en milliards de dollars)¹



1. Les montants présentés dans cette figure n'incluent pas l'enveloppe de 4 milliards de dollars établie par la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'appuyer les entreprises québécoises temporairement affectées par la COVID-19. Ce sujet sera abordé plus loin dans ce rapport.
2. Ce montant inclut une enveloppe de 2,75 milliards de dollars disponible pour des prêts. Dans ses documents budgétaires, le ministère des Finances présente plutôt la dépense qui consiste en la provision pour mauvaises créances, soit un montant de 750 millions de dollars.
3. Ce montant inclut 4,3 milliards de dollars d'équipements de protection individuelle, dont 700 millions de dollars d'équipements provenant du gouvernement fédéral. Dans ses documents budgétaires, le ministère des Finances présente plutôt la consommation d'équipements prévue pour 2020-2021, soit une dépense estimée à 1,9 milliard de dollars.
4. Il s'agit de la valeur des investissements que représentent les projets d'infrastructure dont le début des travaux a été devancé à l'année 2020-2021. La mise à jour économique du 12 novembre 2020 présente plutôt l'impact financier de ces investissements sur les dépenses des années 2020-2021 à 2022-2023, soit 363 millions de dollars.

Pourquoi avons-nous réalisé ces travaux ?

4 Compte tenu de l'ampleur des sommes prévues par le gouvernement du Québec pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19, ainsi que de l'incidence de cette dernière sur les services à la population, nous avons réalisé des travaux afin d'identifier des sujets d'audit potentiels relatifs à la pandémie. Pour ce faire, nous avons notamment pris connaissance de l'ensemble des mesures annoncées par le gouvernement, puis nous avons analysé l'impact de la pandémie sur les principaux secteurs touchés afin de cerner les enjeux qui lui sont associés.

5 Les principales sources d'information que nous avons utilisées pour réaliser nos travaux sont les suivantes :

- enveloppes budgétaires liées à la pandémie annoncées par le ministère des Finances¹;
- collecte d'information auprès de 24 ministères et organismes ;
- revue des enjeux soulevés lors des débats de l'Assemblée nationale et dans l'actualité ;
- expérience acquise lors de nos missions d'audit antérieures.

6 Cette approche nous a permis de sélectionner des sujets d'audit ayant une plus grande valeur ajoutée. Nous avons également évité de porter notre choix sur des sujets qui ont déjà été abordés par d'autres organismes gouvernementaux, comme le Bureau du coroner, le Commissaire à la santé et au bien-être et le Protecteur du citoyen.

1. Ces données proviennent de deux documents qui ont été rendus publics par le ministère des Finances en juin et en novembre 2020 respectivement, soit le *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021* et *Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2020*.

SOMMAIRE DES SUJETS D'AUDIT RETENUS

7 Notre analyse des mesures annoncées par le gouvernement du Québec nous a permis de retenir neuf sujets d'audit. Quelques-uns d'entre eux avaient déjà été sélectionnés avant la pandémie et ont été révisés à la lumière de celle-ci. Lors de nos futurs travaux, nous allons évaluer l'impact qu'a eu cette dernière sur chacun des sujets retenus et adapter nos critères d'audit en conséquence afin de couvrir certains des axes d'intervention potentiels soulevés. Nos constats et nos recommandations permettront d'informer les parlementaires et la population sur plusieurs aspects liés à la pandémie de COVID-19 et d'améliorer certains des processus en place.

Sujet	Entité visée	Élément d'intérêt	Axes d'intervention potentiels
Mesures d'aide aux entreprises touchées par la pandémie	Investissement Québec Ministère de l'Économie et de l'Innovation	L'enveloppe budgétaire prévue pour ces mesures s'élève à plus de 2,75 milliards de dollars.	Critères d'admissibilité permettant un traitement équitable des demandes Équilibre entre l'assouplissement des règles, en vue de verser l'aide financière rapidement, et un contrôle suffisant des demandes Planification de mécanismes de reddition de comptes pour s'assurer que ces mesures atteignent leurs objectifs
Équipements de protection individuelle	Ministère de la Santé et des Services sociaux Certains centres intégrés de santé et de services sociaux et centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux	En date du 23 octobre 2020, selon les données du ministère des Finances, le montant déboursé pour l'achat de ces équipements était évalué à 3,6 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent 700 millions de dollars d'équipements reçus du gouvernement fédéral.	Inventaire adéquat d'équipements de protection individuelle en fonction du risque et conforme aux normes de qualité Achats d'équipements en temps opportun Équilibre entre l'assouplissement des règles, en vue d'acquérir rapidement les équipements nécessaires, et l'obtention d'un juste prix Distribution équitable des équipements en fonction des besoins
Planification de l'hébergement de longue durée	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Dans le but de relancer l'économie, la <i>Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure</i> prévoit de devancer la construction, l'agrandissement et la rénovation de certains centres d'hébergement et de soins de longue durée, ainsi que de certaines maisons des aînés.	Nécessité de tenir compte des leçons tirées de la situation de crise causée par la pandémie pour la planification de l'hébergement des personnes âgées

Sujet	Entité visée	Élément d'intérêt	Axes d'intervention potentiels
Gestion des centres des congrès	Société du Centre des congrès de Québec Société du Palais des congrès de Montréal Ministère du Tourisme	Le gouvernement du Québec a annoncé un plan de relance touristique de 750 millions de dollars.	Nécessité d'adapter l'offre de service des centres de congrès après la pandémie Stratégie de relance du tourisme d'affaires
Gestion des délais d'attente en chirurgie	Ministère de la Santé et des Services sociaux Certains centres intégrés de santé et de services sociaux et centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux	En raison de la pandémie, un grand nombre de chirurgies a dû être reporté.	Augmentation des listes d'attente et des délais Reports de cas prioritaires et impact sur la qualité de vie de ces patients Rattrapage des retards causés par les reports de chirurgies
Enseignement à distance	Ministère de l'Éducation Certains centres de services scolaires	Un nombre plus élevé d'élèves de troisième, quatrième et cinquième secondaire éprouvent des difficultés, principalement en écriture et en mathématiques, depuis le début de la pandémie.	Disparités des pratiques d'enseignement à distance entre les établissements Rattrapage des retards causés par la fermeture des écoles Augmentation du taux d'échec scolaire
Santé mentale	Ministère de la Santé et des Services sociaux Certains centres intégrés de santé et de services sociaux et centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux	Les problèmes de santé mentale ont augmenté en raison de la pandémie. Les difficultés d'accès et de continuité des soins de santé mentale se sont également accentuées.	Accessibilité aux services de première ligne en santé mentale et aux services de psychiatrie Continuité des services et soutien dans la communauté (principalement pour les personnes souffrant de troubles graves)
Télésanté	Ministère de la Santé et des Services sociaux Certains centres de coordination de la télésanté	La pandémie a forcé le déploiement rapide de la télésanté. De mars à novembre 2020, plus de 3,5 millions de consultations auraient été effectuées à distance par des médecins et plus de 500 millions de dollars auraient été facturés.	Recours à la télésanté en vue d'améliorer l'accessibilité aux soins de santé, notamment pour les clientèles vulnérables ou les personnes qui résident dans des régions où l'offre de soins est inexistante ou partielle
Cybersécurité	Revenu Québec Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Infrastructures technologiques Québec	La pandémie a accéléré la transformation numérique des entreprises, ouvrant ainsi de nouvelles portes aux cybercriminels. La sécurité informatique se classe maintenant parmi les priorités des entreprises.	Protection des renseignements personnels et financiers, ainsi que des données sensibles Protection des systèmes et des données informatiques

8 Dans le cadre de nos audits d'états financiers, nous porterons une attention particulière à divers aspects liés à la pandémie (ex. : inventaires, déboursés, subventions octroyées).

PORTRAIT DES MESURES GOUVERNEMENTALES LIÉES À LA PANDÉMIE

9 Les quatre grandes catégories de mesures mentionnées à la figure 1 sont présentées en détail ci-après. Elles totalisent près de 21 milliards de dollars sur 4 ans, soit de 2019-2020 à 2022-2023. Certaines de ces mesures représentent de nouvelles enveloppes budgétaires qui ont été annoncées par le ministère des Finances de mars à novembre 2020, alors que d'autres ont été mises en place par certains ministères et organismes à partir de leur enveloppe budgétaire régulière.

Atténuer l'impact de la pandémie sur l'économie

10 La pandémie et les mesures sanitaires ont eu un effet négatif important sur la santé financière des entreprises. En effet, dans une enquête de Statistique Canada publiée en mai 2020, 42 % des entreprises québécoises sondées ont déclaré que leurs revenus d'avril 2020 avaient diminué de 50 % ou plus par rapport à ceux d'avril 2019.

11 Pour favoriser la survie de ces entreprises et leur permettre de faire face à leurs obligations, différents types de mesures d'aide ont été annoncés par le gouvernement du Québec.

Subventions aux entreprises

12 Le gouvernement du Québec a annoncé des mesures qui prennent la forme de subventions afin d'aider les entreprises et de relancer l'économie. L'enveloppe budgétaire des prochaines années pour l'ensemble de ces mesures s'élève à plus de 2,1 milliards de dollars (tableau 1).

TABLEAU 1 Sommes investies dans les subventions pour les entreprises au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Mesure	Entité responsable	Enveloppe budgétaire	Montant accordé	Montant versé
Stimuler la croissance économique ¹	MEI, MELCC, MFFP	777,0	-	-
Plan de relance économique du milieu culturel	CALQ, MCC, SODEC	299,1	144,4	93,2
Aide pour les loyers commerciaux	MFQ	274,0	137,0	-
Encourager la production québécoise et l'achat local ¹	MAPAQ, MEI	247,2	-	-
Programme actions concertées pour le maintien en emploi	MTESS	165,0	125,5	103,0
Autres	-	358,9	200,9	77,4
Total		2 121,2	607,8	273,6

CALQ Conseil des arts et des lettres du Québec

MAPAQ Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

MCC Ministère de la Culture et des Communications

MEI Ministère de l'Économie et de l'Innovation

MELCC Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

MFFP Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

MFQ Ministère des Finances du Québec

MTESS Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

SODEC Société de développement des entreprises culturelles

1. Cette mesure a été annoncée par le ministère des Finances dans sa mise à jour économique du 12 novembre 2020, ce qui explique pourquoi aucun montant n'avait été accordé ni versé au 31 octobre 2020.

13 Nous avons commencé des travaux d'audit de performance auprès d'Investissement Québec et du ministère de l'Économie et de l'Innovation. Deux des mesures présentées dans le tableau 1 (Stimuler la croissance économique et Encourager la production québécoise et l'achat local) pourraient être intégrées à nos travaux en fonction de leur degré de mise en œuvre.

Prêts aux entreprises

14 Le gouvernement du Québec a annoncé des mesures d'aide qui prennent la forme de prêts pour pallier le manque de liquidités des entreprises. L'enveloppe budgétaire des prochaines années pour l'ensemble de ces mesures s'élève à plus de 3,1 milliards de dollars (tableau 2).

TABLEAU 2 Sommes investies dans les prêts¹ pour les entreprises au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Mesure	Entité responsable	Enveloppe budgétaire	Montant accordé	Montant versé
Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises	IQ, MEI	2 500,0 ²	555,5	139,7
Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises	MEI, MRC	250,0 ³	188,1	160,6 ⁴
Favoriser l'investissement en tourisme d'affaires en milieu hôtelier	IQ, MTO	200,0	1,3	-
Plan de relance économique du milieu culturel	CALQ, MCC, SODEC	100,0	34,1	34,1
Autres	-	103,6	15,6	1,2
Total		3 153,6	794,6	335,6

CALQ Conseil des arts et des lettres du Québec

IQ Investissement Québec

MCC Ministère de la Culture et des Communications

MEI Ministère de l'Économie et de l'Innovation

MRC Municipalités régionales de comté

MTO Ministère du Tourisme du Québec

SODEC Société de développement des entreprises culturelles

1. Certaines des mesures présentées peuvent aussi prendre la forme de garanties de prêt.

2. Dans ses documents budgétaires, le ministère des Finances présente plutôt la dépense qui consiste en la provision pour mauvaises créances, soit un montant de 625 millions de dollars.

3. Dans ses documents budgétaires, le ministère des Finances présente plutôt la dépense qui consiste en la provision pour mauvaises créances, soit un montant de 125 millions de dollars.

4. Il s'agit du montant que le ministère de l'Économie et de l'Innovation a versé aux municipalités régionales de comté désignées comme mandataires.

15 Le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises et le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises, qui totalisent 2,75 milliards de dollars, seront également visés par notre audit de performance sur les mesures d'aide aux entreprises touchées par la pandémie réalisé auprès d'Investissement Québec et du ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Devancement de certains projets d'infrastructure

16 Le gouvernement du Québec a annoncé qu'il devancera la réalisation de nombreux projets d'infrastructure déjà prévus au Plan québécois des infrastructures 2020-2030. En effet, le début de ces travaux, qui totalisent 2,9 milliards de dollars et qui touchent principalement les secteurs de la santé, de l'éducation et des transports routiers et collectifs, est maintenant prévu pour 2020-2021, et ce, dans le but de contribuer à la relance économique du Québec.

17 Parmi ces projets d'infrastructure, on retrouve plusieurs maisons des aînés et centres d'hébergement et de soins de longue durée. Notre audit sur la planification de l'hébergement de longue durée nous permettra notamment de nous assurer que le ministère de la Santé et des Services sociaux tient compte des leçons tirées de la situation de crise causée par la pandémie pour la planification de ces projets.

Mesures d'assouplissement

18 En plus des prêts et des subventions, des mesures d'assouplissement temporaires ont été mises en place par plusieurs ministères et organismes afin de faciliter la vie des entreprises touchées par la pandémie. Quelques-unes de ces mesures sont présentées ci-après.

Commission des normes, de l'équité,
de la santé et de la sécurité du travail

- Report de l'échéance pour régler le solde des cotisations
- Suspension des intérêts et des pénalités

Hydro-Québec

- Suspension des frais d'administration pour factures impayées
- Arrêt des interruptions du service d'électricité pour non-paiement

Ministère des Forêts, de la Faune
et des Parcs

- Report de la tarification liée aux volumes de bois récoltés dans les forêts publiques

Plusieurs ministères

- Devancement du versement de subventions

Revenu Québec

- Report du paiement du solde d'impôt et des acomptes provisionnels
-

Initiative de la Caisse de dépôt et placement du Québec

19 La Caisse de dépôt et placement du Québec a pris l'initiative, à titre d'investisseur important au Québec, d'établir une enveloppe de 4 milliards de dollars afin d'appuyer les entreprises québécoises temporairement affectées par la COVID-19.

20 Cette enveloppe vise à répondre aux besoins spécifiques de liquidité d'entreprises répondant à des critères d'investissement précis, qu'elles soient déjà incluses ou non au portefeuille de la Caisse. Les entreprises se qualifiant devaient notamment être rentables avant la pandémie. Elles doivent également présenter des perspectives de croissance prometteuses dans leur secteur et rechercher un financement de plus de 5 millions de dollars.

Renforcer le système de santé

21 La pandémie a mis une forte pression sur le système de santé québécois, qui a rapidement dû mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires pour traiter les nombreux patients atteints de la COVID-19 et protéger son personnel des risques de contagion. Le tableau 3 présente les principales mesures mises en place à cet effet. L'enveloppe budgétaire des prochaines années pour l'ensemble de ces mesures s'élève à plus de 8 milliards de dollars.

TABLEAU 3 Sommes investies dans les mesures visant à renforcer le système de santé selon les données recueillies au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Mesure	Enveloppe budgétaire
Achat d'équipements de protection individuelle	4 300,0 ¹
Salaires et primes accordés aux travailleurs de la santé	2 438,4 ²
Augmentation de la capacité de dépistage quotidienne	466,0
Mesures de protection et de sécurité pour le personnel de la santé	275,0
Publicité liée à la pandémie de COVID-19	151,3 ³
Soutien aux organismes communautaires	107,6
Investir en santé mentale	100,0
Autres	166,2
Total	8 004,5

1. Ce montant représente les achats effectués en date du 23 octobre 2020 et inclut 700 millions de dollars d'équipements provenant du gouvernement fédéral. Dans ses documents budgétaires, le ministère des Finances présente plutôt la consommation d'équipements prévue pour 2020-2021, soit une dépense estimée à 1,9 milliard de dollars.

2. Ce montant représente les dépenses prévues d'ici le 31 mars 2021 et inclut l'embauche de 10 000 nouveaux préposés aux bénéficiaires.

3. Il s'agit des dépenses engagées de mars 2020 à janvier 2021.

22 Étant donné l'importance des sommes qui lui ont été consacrées, l'achat d'équipements de protection individuelle fait partie des sujets d'audit que nous avons retenus. De plus, nous effectuons annuellement des travaux d'audit sur la rémunération des travailleurs de la santé dans le cadre de l'audit des états financiers de certains établissements de santé.

Soutenir les travailleurs et les particuliers

23 La pandémie a eu de graves répercussions sur le marché du travail. En effet, selon l'Institut de la statistique du Québec, de février à avril 2020, 825 900 emplois ont été perdus au Québec, et le taux de chômage est passé de 4,5 % à 17,6 %, un sommet historique.

Soutien financier

24 Afin de venir en aide aux travailleurs et aux particuliers, le gouvernement du Québec a mis sur pied diverses mesures de soutien financier. L'enveloppe budgétaire des prochaines années pour l'ensemble de ces mesures s'élève à plus de 2,5 milliards de dollars (tableau 4).

TABLEAU 4 Sommes investies dans le soutien financier pour les travailleurs et les particuliers au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Mesure	Entité responsable	Enveloppe budgétaire	Montant accordé	Montant versé
Devancement de la mise en place d'un taux unique de taxe scolaire ¹	MEQ	507,2	172,9 ²	172,9 ²
Favoriser la réintégration des Québécois sur le marché du travail ³	MEQ, MES, MTESS	459,0	-	-
Bonification de l'aide financière aux études	MES	200,0	150,0 ⁴	150,0 ⁴
Programme incitatif pour la rétention des travailleurs essentiels	Revenu Québec	198,0	197,0	197,0
Réduction de 25 % du montant du retrait minimal obligatoire d'un fonds enregistré de revenu de retraite	MFQ, Revenu Québec	102,3	87,0 ²	87,0 ²
Aider les services de garde à faire face à la pandémie	FSGEE, ministère de la Famille	87,3	78,3	78,3
Renforcer le soutien des élèves et du personnel dans les écoles ainsi que leur sécurité	MEQ	85,0	22,4	-
Améliorer les services d'aide aux étudiants	MES	75,0	75,0 ⁴	75,0 ⁴
Soutien financier pour la pratique de l'activité physique dans le cadre de la pandémie	MEQ	70,0	70,0 ⁴	70,0 ⁴
Aider les garderies non subventionnées	Ministère de la Famille	63,4	63,2	63,2
Autres	-	661,7	454,6	411,5
Total		2 508,9	1 370,4	1 304,9

FSGEE Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance

MEQ Ministère de l'Éducation

MES Ministère de l'Enseignement supérieur

MFQ Ministère des Finances du Québec

MTESS Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

1. Selon le *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021* du ministère des Finances, cette mesure donnera une plus grande marge de manœuvre financière aux particuliers et aux entreprises.

2. Ce montant représente la baisse de revenus estimée pour 2020-2021.

3. Cette mesure a été annoncée par le ministère des Finances dans sa mise à jour économique du 12 novembre 2020, ce qui explique pourquoi aucun montant n'avait été accordé ni versé au 31 octobre 2020.

4. Ce montant représente les dépenses estimées pour 2020-2021.

25 Il est à noter que les revenus de la taxe scolaire sont vérifiés annuellement dans le cadre de l'audit des états financiers des centres de services scolaires. Quant à la possibilité d'effectuer un audit portant sur la mesure visant à favoriser la réintégration des Québécois sur le marché du travail, elle sera évaluée lorsque cette dernière aura été déployée.

Mesures d'assouplissement

26 En plus des différentes mesures de soutien financier, des mesures d'assouplissement temporaires ont été mises en place par certains ministères et organismes pour aider les travailleurs et les particuliers. Quelques-unes d'entre elles sont présentées ci-après.

Hydro-Québec	<ul style="list-style-type: none"> ■ Suspension des frais d'administration pour factures impayées ■ Arrêt des interruptions du service d'électricité pour non-paiement
Revenu Québec	<ul style="list-style-type: none"> ■ Report du paiement du solde d'impôt et des acomptes provisionnels

Aider les municipalités

27 Le gouvernement du Québec a mis en place des mesures qui prennent la forme de subventions pour aider les municipalités. L'enveloppe budgétaire des prochaines années pour l'ensemble de ces mesures s'élève à plus de 2 milliards de dollars (tableau 5).

TABLEAU 5 Sommes investies dans les subventions pour les municipalités au 31 octobre 2020 (en millions de dollars)

Mesure	Entité responsable	Enveloppe budgétaire	Montant accordé	Montant versé
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes ¹	MTQ	1 150,0 ²	214,9	214,9
Aide financière aux municipalités ³	MAMH	900,0 ²	800,0	-
Autres	-	100,0	98,9	-
Total		2 150,0	1 113,8	214,9

MAMH Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

MTQ Ministère des Transports du Québec

1. Cette mesure vise à aider les sociétés de transport à pallier les importantes pertes de revenus liées à la forte baisse d'achalandage causée par la pandémie.

2. Ce montant est financé à 50 % par le gouvernement fédéral.

3. Cette mesure vise à couvrir les coûts supplémentaires et les pertes de revenus occasionnés par la pandémie.

